CONTEXTE

- Après l'agression israélienne de juillet-août 2014 sur la Bande de Gaza, qui a causé 2.100 morts et 5 milliards d'euros de destructions, le blocus prive toujours 1,7 millions de Gazaouis de leurs droits fondamentaux.
- La colonisation de la Cisjordanie ne cesse de s'intensifier, atteignant 520 000 colons en 2013, malgré l'opposition des instances internationales.
- L'Etat d'Israël accapare 80 % des ressources en eau de la région. Le mur et les checkpoints entravent la liberté de circulation des Palestiniens de Cisjordanie.
- Depuis 1967 : + de 24.000 maisons palestiniennes détruites, + de 2,5 million d'oliviers et arbres fruitiers arrachés.

LA RIPOSTE PACIFIQUE DES PALESTINIENS...

- Dans les villages, depuis 2005, les Comités Populaires de Résistance non violente organisent toutes les semaines des manifestations pacifiques contre le mur et les colonies.
- Sur le front diplomatique, l'Autorité Palestinienne enchaîne les victoires : adhésion à l'UNESCO ((2011) ; admission à l'ONU comme Etat observateur (2012) ; adhésion à la Cour Pénale Internationale (CPI) en avril 2015 ; votes des Parlements Britannique (2014) et Français (2015) en faveur de la reconnaissance de l'Etat de Palestine (déjà reconnu par 134 Etats sur 193).

...QUI APPELLENT AU BOYCOTT

En 2005, 172 ONG palestiniennes, ainsi que des anticolonialistes israéliens, ont décidé de lancer des campagnes BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour :

- arrêter la fuite en avant criminelle des dirigeants israéliens, qui mène à la guerre ;
- mettre fin à la complicité des Etats ;
- faire respecter le droit international et celui des Palestiniens ;
- parvenir à la reconnaissance d'un Etat palestinien.

COMMENT AGIR ? Le boycott c'est...

→ Un acte individuel

• ne plus acheter les produits israéliens issus des territoires occupés, notamment les fruits et légumes (marques Jaffa, Carmel...), les médicaments génériques (de marque TEVA) et les produits dont le code barre commence par 729...

Les produits israéliens proviennent en grande partie des colonies de Cisjordanie (interdit par la Convention de Genève et hors Droit du Travail), sans indication de leur provenance réelle (contraire aux législations française et européenne).

Pour nous contacter: comitepalestine94nord@orange.fr

- En France, une campagne est menée à l'encontre d'Orange, pour l'appeler à cesser son association avec l'opérateur téléphonique israélien Partner Communications, implanté dans les colonies.
- → un acte collectif

L'action individuelle s'inscrit dans une campagne large et internationale, qui remporte des succès en France et à l'étranger, par exemple :

- En France, Alstom s'est retiré du tramway de Jérusalem est. La campagne contre Sodastream, fabricant de gazéificateurs d'eau, a poussé la firme à rapatrier sa production sur le territoire israélien.
- Au Royaume-Uni, la chaîne de distribution Co-op a cessé tout commerce avec Mehadrin; l'Université de Sheffield n'a pas renouvelé son contrat avec Véolia, implantée dans les territoires occupés.
- En Norvège, le fonds souverain norvégien s'est désinvesti de la société Elbit Systems, impliquée dans la surveillance du mur d'apartheid.
- En Belgique, un fonds de pension a arrêté sa collaboration avec cinq banques israéliennes en activité dans les colonies.
- Au niveau de l'Union Européenne, les nouvelles « lignes directrices », depuis janvier 2014, excluent des programmes d'aide et de coopération européens les structures israéliennes basées en Palestine occupée ou qui développent des liens avec les colonies.
- Dans le monde entier, des artistes, des chercheurs et des intellectuels pratiquent également le boycott culturel et académique des institutions officielles israéliennes.

Des pressions sont exercées sur nos responsables politiques pour :

- la suppression de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël, en application de l'article 2 qui exige le respect des Droits de l'Homme.
- que soient suivies les recommandations du rapport Goldstone adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU, qualifiant de « crimes de guerre » les exactions commises par l'armée israélienne à Gaza et demandant le renvoi d'Israël devant le Tribunal Pénal International.
- la suspension de tout projet de jumelage avec une ville israélienne tant que l'Etat palestinien ne sera pas reconnu.
- l'arrêt de toute coopération militaire avec Israël.

La campagne BDS, ce sont des actions à tous les niveaux : politique, économique, scientifique, culturel, sportif, moral... et çà marche, car les secteurs exportateurs et les autorités israéliennes s'en inquiètent.

<u>Organisations et associations locales signataires</u>: Association Solidarité Jacques Damiani (Chiliens de Fontenay), ATTAC 94 nord, UL-CGT, Comité Palestine 94 nord (AFPS), Ensemble!, Europe Ecologie-Les Verts, Fontenay Citoyen, Nouveau Parti Anticapitaliste, PCF.